

**ASSOCIATION DIOCESAINE DE SENS****7, rue Française****89005 AUXERRE**

\*.\*.\*.\*.\*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ADDITIONNES****Exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux membres,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes additionnés de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE SENS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes additionnés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ensemble constitué par les entités comprises dans l'addition à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes additionnés » du présent rapport.



**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code du commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis pour l'addition, nous avons été conduits à examiner la comptabilisation des fonds dédiés et des fonds reportés sur l'exercice 2024. Nous nous sommes assurés de leur bien-fondé et de la présentation qui en est faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérifications spécifiques du rapport financier et des autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes additionnés des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes additionnés adressés aux membres.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes additionnés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle



interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes additionnés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes additionnés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE SENS à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation.

Les comptes additionnés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes additionnés**


Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une



erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lieusaint, le 5 Mai 2025

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT IDF, représenté par

Aurélie RETY-BOISFARD



ASSOCIATION DIOCESAINE

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	43 898	40 517	3 380	5 083
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	43 898	40 517	3 380	5 083
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	335 104		335 104	237 241
Actif circulant	Constructions	14 731 483	7 621 220	7 110 262	6 369 279
	Inst. techniques, mat. out. industriels	1 421 851	983 220	438 631	346 143
	Immobilisations corporelles en cours	5 709		5 709	5 500
	Avances et acomptes	7 236		7 236	12 250
	TOTAL	16 501 385	8 604 441	7 896 944	6 970 415
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	285 765		285 765	123 125
	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>				
	Participations et créances rattachées	1 853 244	1 075 033	778 210	778 210
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	67 221	2 850	64 371	62 519
Actif circulant	Autres	4 272		4 272	4 272
	TOTAL	1 924 738	1 077 883	846 854	845 002
	Total I	18 755 788	9 722 842	9 032 945	7 943 626
	Stocks et en cours	64 427	40 621	23 805	8 268
	Créances <sup>(3)</sup>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	49 280		49 280	75 180
	Créances reçues par legs ou donations	694 540		694 540	600 510
	Autres	1 114 355	963 213	151 142	479 768
	TOTAL	1 858 177	963 213	894 963	1 155 459
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement	20 399 400	490 832	19 908 567	20 684 790
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 914 728		1 914 728	1 882 671
	Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	13 522		13 522	29 753
	TOTAL II	24 250 255	1 494 668	22 755 587	23 760 944
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	43 006 043	11 217 510	31 788 532	31 704 570
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	3 641 638	2 858 330
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	22 327 128	22 437 554
	Report à nouveau	1 266 068	1 266 068
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-479 409	-110 425
	Situation nette (sous-total)	26 755 426	26 451 528
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	122 791	127 190
	Provisions réglementées		
Total I		26 878 217	26 578 718
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	963 567	792 571
	Fonds dédiés	1 182 349	1 283 000
	Total II	2 145 917	2 075 571
Provisions	Provisions pour risques	181 178	371 080
	Provisions pour charges	16 013	19 120
	Total III	197 191	390 200
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	271 771	337 712
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>	1 136 347	1 278 961
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	86 520	107 806
	Dettes des legs ou donations	11 858	
	Dettes fiscales et sociales	175 059	200 840
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 071	33 660
	Autres dettes	863 264	690 901
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	7 315	10 197
Total IV		2 567 207	2 660 079
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		31 788 532	31 704 570
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	21 031	24 968
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	65 493	69 927
	<i>dont ventes de dons en nature</i>	41 447	45 478
	Ventes de prestations de service	578 582	641 922
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		113
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	1 687 099	1 738 247
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	897 862	992 767
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	474 456	256 081
	Utilisations des fonds dédiés	139 632	26 754
	Autres produits	713 443	649 102
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		4 577 601	4 399 884
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	295 639	419 751
	Variation de stocks	-13 957	4 751
	Autres achats et charges externes (1)	1 779 539	1 809 525
	Aides financières	122 840	36 497
	Impôts, taxes et versements assimilés	263 644	243 455
	Salaires et traitements	1 255 171	1 331 369
	Charges sociales	510 114	502 771
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	632 493	602 714
	Dotations aux provisions	150 719	342 200
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	3 507	14 725
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		4 999 713	5 307 762
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-422 112	-907 877



ASSOCIATION DIOCESAINE

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	187 437	271 414
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	396 799	679 529
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	298 778	
	<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III</b>	<b>883 014</b>	<b>950 944</b>
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	490 832	571 799
	Intérêts et charges assimilées	33 413	32 540
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV</b>	<b>524 246</b>	<b>604 339</b>
	<b>2. Résultat financier (III-IV)</b>	<b>358 767</b>	<b>346 605</b>
	<b>3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)</b>	<b>-63 344</b>	<b>-561 271</b>
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	206 890	328 870
	Sur opérations en capital	153 899	207 399
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 206	3 946
	<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V</b>	<b>363 996</b>	<b>540 215</b>
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	133 193	28 508
	Sur opérations en capital	631 038	25 816
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI</b>	<b>764 231</b>	<b>54 324</b>
	<b>4. Résultat exceptionnel (V-VI)</b>	<b>-400 235</b>	<b>485 891</b>
	Participation des salariés aux résultats VII		
	Impôts sur les bénéfices VIII	15 830	35 045
	<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>5 824 612</b>	<b>5 891 045</b>
	<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>6 304 022</b>	<b>6 001 470</b>
	<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>-479 409</b>	<b>-110 425</b>
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	<b>Total</b>		
Charges des contributions volontaires en nature			
	Secours en nature		
	Mises à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		
	<b>Total</b>		



Association Diocésaine

**Annexe aux comptes  
annuels de l'exercice  
clos le 31/12/2024**



## Table des matières

1	Principes et méthodes comptables	3
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	4
2.1	Actif immobilisé	4
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	6
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
2.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	10
2.1.4	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	10
2.1.5	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	11
2.2	Actif circulant	12
2.2.1	État des stocks	12
2.2.2	Actif circulant / dépréciations	12
2.2.3	Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif	13
2.3	Dépréciation de l'actif	13
2.4	Fonds associatifs	13
2.4.1	Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)	14
2.4.2	Le résultat de l'exercice	14
2.4.3	Autres fonds associatifs	15
2.5	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	16
2.5.1	Provisions	16
2.5.2	Fonds dédiés	19
2.5.3	Fonds reportés sur legs	19
2.6	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	20
2.7	Compte de résultat	22
2.7.1	Contributions volontaires en nature	22
3	Informations relatives à la fiscalité	23
3.1	Informations relatives au régime fiscal	23
3.2	Tableau de suivi des dons reçus en nature restant à vendre	23
3.3	Informations relatives à l'effectif	24
4	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	25
4.1	Engagements financiers donnés et reçus	25
4.1.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)	25

## 1 Principes et méthodes comptables

- Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2020-08 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.
- A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023, la paroisse de Saint-Vincent a été supprimée.

Les communes et villages de l'ancienne paroisse Saint-Vincent sont désormais répartis sur le territoire d'autres paroisses comme suit :

Nom de la commune	Paroisse d'accueil
Charentenay	Paroisse Sainte-Pallaye (23)
Chitry	Paroisse Saint-Edme de la Vallée du Serein (14)
Coulangeron	Paroisse Saint-Luc aux marches de Puisaye (20)
Coulanges-la-Vineuse	Paroisse Sainte-Pallaye (23)
Courgis	Paroisse Saint-Edme de la Vallée du Serein (14)
Courson-les-Carrières	Paroisse Saint-Potentien (30)
Escolives-Sainte-Camille	Paroisse Saint-Germain d'Auxerre (16)
Fouronnes	Paroisse Sainte-Pallaye (23)
Gy-l'Évêque	Paroisse Sainte-Reine — Auxerre Val de Baulche (18)
Irancy	Paroisse Saint-Edme de la Vallée du Serein (14)
Jussy	Paroisse Saint-Germain d'Auxerre (16)
Les Hauts de Forterre (Fontenailles, Molesmes et Taingy)	Paroisse Saint-Potentien (30)
Merry-Sec	Paroisse Saint-Luc aux marches de Puisaye (20)
Migé	Paroisse Sainte-Pallaye (23)
Mouffy	Paroisse Sainte-Pallaye (23)
Ouanne	Paroisse Saint-Luc aux marches de Puisaye (20)
Préhy	Paroisse Saint-Edme de la Vallée du Serein (14)
Saint-Bris le Vineux	Paroisse Saint-Edme de la Vallée du Serein (14)
Saint-Cyr-les-Colons	Paroisse Saint-Edme de la Vallée du Serein (14)
Val-de-Mercy	Paroisse Sainte-Pallaye (23)
Vincelles	Paroisse Sainte-Pallaye (23)
Vincelottes	Paroisse Sainte-Pallaye (23)

Les modifications de rattachement suivantes ont eu lieu sur l'exercice 2024 :

**Paroisse Saint-Edme :**

Les communes ou villages d'Hauterive, de Héry et de Seignelay sont désormais rattachés à la paroisse de la Sainte-Trinité (15).

**Paroisse Saint-Pierre – Saint-Paul de Puisaye Forterre :**

Les communes ou villages d'Andryes et de Druyes-Les-Belles-Fontaines sont désormais rattachés à la paroisse Saint-Potentien (30)



## **2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat**

### **2.1 Actif immobilisé**

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et les dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date d'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de conditions suspensives. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

1 D'appréhender son legs

2 D'avoir droit aux fruits

De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- 1 Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés ; jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres.
- 2 Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou donateur à renforcer les fonds propres, ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision.
- 3 Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa qui sont destinés à être cédés.

Une assurance vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.)



**2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)**

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	43 899	-	-	-	43 899
Immobilisations corporelles	Terrains	237 242	113 250	15 387	-	335 105
	Constructions	13 502 359	1 379 467	162 213	-11 870	14 731 484
	Install. Tech., mat., outillage	9 462	1 627	-	-	11 089
	Install. générales, ag. Am. divers	198 803	92 793	-	-	291 596
	Matériel de transport	69 562	40 843	8 958	-	101 447
	Mat bur., informatique, mobilier	938 353	81 965	9 885	-7 287	1 017 720
	Immo. Corp. En cours	5 500	2 709	-	2 500	5 709
	Avances et acomptes	12 251	7 237	12 251	-	7 237
	<b>Total III</b>	<b>14 973 531</b>	<b>1 719 891</b>	<b>208 693</b>	<b>-16 657</b>	<b>16 501 386</b>
Immobilisations financières	Participations	1 853 245	-	-	-	1 853 245
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	69 741	11 183	9 430	-	71 494
	<b>Total IV</b>	<b>1 922 986</b>	<b>11 183</b>	<b>9 430</b>	<b>-</b>	<b>1 924 739</b>
<b>Total général</b>		<b>16 940 416</b>	<b>1 731 073</b>	<b>218 123</b>	<b>-16 657</b>	<b>18 470 023</b>

### 2.1.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			1 719 891		
Immobilisations financières			11 183		
<b>TOTAL</b>			<b>1 731 073</b>		

### 2.1.1.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	19 157		154 723		18 156
Immobilisations financières			9 430		
<b>TOTAL</b>	<b>19 157</b>		<b>168 558</b>		<b>18 156</b>



## 2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations	Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
<b>Amortissements incorporels</b>				
Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporels Total II	38 816	1 702	-	40 518
<b>Amortissements corporels</b>				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	7 133 080	512 499	24 357	7 621 221
Install. Tech., mat., outillage	8 985	460	-	9 444
Install. générales, ag. Am. divers	67 066	22 602	-	89 668
Matériel de transport	57 604	16 422	3 335	70 691
Mat bur., informatique, mobilier	736 382	78 811	1 775	813 417
Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III	8 003 116	630 793	29 468	8 604 441
<b>Total général</b>	<b>8 041 931</b>	<b>632 495</b>	<b>29 468</b>	<b>8 644 959</b>

### 2.1.2.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		1 702		
Immobilisations corporelles		630 793		
<b>TOTAL</b>		<b>632 495</b>		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	1 702		
Immobilisations corporelles	630 793		
<b>TOTAL</b>	<b>632 495</b>		

### 2.1.2.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			29 468
<b>TOTAL</b>			<b>29 468</b>

### 2.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	1 077 984	-	100	1 077 884
<b>TOTAL</b>	<b>1 077 984</b>	<b>-</b>	<b>100</b>	<b>1 077 884</b>

### 2.1.4 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	38 816	1 702	-	-	-	40 518
Corporelles	8 003 116	630 793	-	29 468	-	8 604 441
<b>TOTAL</b>	<b>8 041 931</b>	<b>632 495</b>	<b>-</b>	<b>29 468</b>		<b>8 644 959</b>

**2.1.5 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)**

Décomposition de la valeur estimative	Montant à l'ouverture de l'exercice			Montant à la clôture de l'exercice		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Fractions du portefeuille évaluées : - au coût de revient - au cours de bourse - d'après la situation nette - d'après la situation nette réestimée - d'après une valeur de rendement ou de rentabilité - d'après d'autres méthodes (à préciser)	1 853 245	778 210		1 853 245	778 210	
Valeur estimative du portefeuille	1 853 245	778 210		1 853 245	778 210	

Ces titres immobilisés dont parts de la SCI Saint Loup pour 1 838 000,00 € et parts de la SCI Bon Air pour 15 244,90 €



## 2.2 Actif circulant

### 2.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements			
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires			
Produits finis			
Marchandises	64 427	40 622	23 805
<b>TOTAL</b>	<b>64 427</b>	<b>40 622</b>	<b>23 805</b>

### 2.2.2 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	42 201	40 622	42 201	40 622
Usagers	-	-	-	-
Autres	1 360 013	490 833	396 799	1 454 047
<b>TOTAL</b>	<b>1 402 213</b>	<b>531 455</b>	<b>439 000</b>	<b>1 494 669</b>

## 2.2.3 Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif

### 2.2.3.1 Charges constatées d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Cca exploitation			13 522		

## 2.3 Dépréciation de l'actif

Rubriques	Situations et mouvements			
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations corporelles				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations financières	1 077 984		100	1 077 884
Stocks	42 201	40 622	42 201	40 622
Usagers				
Autres	1 360 013	490 833	396 799	1 454 047
<b>TOTAL</b>	<b>2 480 198</b>	<b>531 455</b>	<b>439 100</b>	<b>2 572 553</b>

## 2.4 Fonds associatifs

Variation de l'actif net

Actif net au 31/12/2023 : 26 451 529€

Résultat de la période : - 479 409.93€

Apports reçus : 783 307€

Déduction Aumôneries : 0€

Actif net au 31/12/2024 : 26 755 426€

La variation des fonds propres provient principalement des apports reçus de l'Association du Senonais d'un ensemble immobilier à Chablis, et un prieuré situé à Montreal pour un montant total de 755 000 €uros en date du 24 septembre 2024.

### 2.4.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds associatifs sans droit de reprise (1)	2 858 331	783 308		3 641 639
Écarts de réévaluation				
Réserves (2)	22 437 554		110 426	22 327 128

### 2.4.2 Le résultat de l'exercice

Il se compose de :

Résultat de la Curie : -1 018 298€

Résultat des Paroisses : 538 888€

Résultat Global : - 479 410€

M

### 2.4.3 Autres fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Apports	70 000			70 000
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés (avec charges)	2 788 331	783 308		3 571 639
Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
Écarts de réévaluation				
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables (par l'organisme)				
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires (commodat)				

L'apport avec droit de reprise implique la mise à disposition provisoire d'un bien au profit de l'organisme. La convention fixe les conditions et modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...). Cet apport est enregistré en fonds associatifs.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

En fonction des modalités de reprise, l'organisme enregistre les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations par rapport à l'apporteur.

Si les biens activés sont non renouvelables par l'entité qu'ils s'agissent de biens apportés sans droit de reprise ou de subventions d'investissement portant sur de tels biens (compte 13), le compte 1039 est débité par le crédit du compte 7573 d'autres produits de gestion courante pour un montant égal à celui des amortissements ou au rythme de l'amortissement (subventions).



## 2.5 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

### 2.5.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	300 000	110 098	300 000	110 098
Provisions pour charges	90 200		3 107	87 093
<b>TOTAL</b>	<b>390 200</b>	<b>110 098</b>	<b>303 107</b>	<b>197 191</b>

Au 31 décembre 2024, la provision constituée en 2023 à hauteur de 300 000 € au titre de l'engagement pris par l'Association Diocésaine de répondre favorablement au 2<sup>ème</sup> appel pour contribuer au fonds SELAM a été intégralement reprise et la charge exceptionnelle correspondante comptabilisée.

Il demeure 50 000 € en date du 31 décembre 2024 à verser et porté en compte 467. Le versement a été réalisé le 4 mars 2025.

Une nouvelle provision a été constituée à hauteur de 110 098 € au titre du 3<sup>ème</sup> appel, et la même somme correspondante au 1<sup>er</sup> appel de fonds a été constatée en charges exceptionnelles. Ce versement du 1<sup>er</sup> appel sera effectué en septembre 2025 par l'Association Diocésaine.

#### 2.5.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations/dotations

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques	110 098	490 833	
Provisions pour charges	40 622		
<b>TOTAL</b>	<b>150 720</b>	<b>490 833</b>	<b>-</b>

### 2.5.1.2 Aménagement du cadre général – Diminutions/reprises

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques	300 000	396 799	3 207
Provisions pour charges	42 201		
<b>TOTAL</b>	<b>342 201</b>	<b>396 799</b>	<b>3 207</b>

### 2.5.1.3 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	<b>TOTAL</b>
Indemnités de départ en retraite	16 013		<b>16 013</b>
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :
  - La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie),
- Taux d'actualisation : 3%
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 2%

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover,

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 33% pour les non-cadres et 42% pour les cadres.

La méthode retenue pour la comptabilisation des écarts actuariels est la suivante

- Comptabilisation en résultat à 100% dans l'exercice des changements à l'origine d'écart (s) actuariel (s) ;



## 2.5.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs.

### 2.5.2.1 Legs et donations affectées

Situations Ressources					
	Montant des fonds	Fonds à engager au début de l'exercice (19)	Utilisation en cours d'exercice (7894)	Engagement à réaliser sur legs et donations affectés (6894)	Fonds restant à engager en fin d'exercice (19)
Legs et donations		792 572	786 657	957 653	963 568
Fonds dédiés Vézelay		165 799	45 437		120 362
Fonds dédiés Tonnerre		1 117 202	166 388	26 755	977 569
Fonds dédiés nouvelles églises				84 419	84 419
<b>TOTAL</b>		<b>2 075 573</b>	<b>998 482</b>	<b>1 068 827</b>	<b>2 145 918</b>



### 2.5.2.2 Informations sur les fonds dédiés non utilisés

Un leg d'une paroissienne a été perçu pour la rénovation de la Basilique de Vézelay. Ces fonds s'élèvent à 165 799€ à l'ouverture de l'exercice, une dépense a été enregistrée pour un montant de 45 437€ en 2024.

Le fond dédié à Tonnerre sera en partie utilisé sur l'exercice 2025 pour l'installation d'un système de chauffage dont le montant est estimé à 100 000.00€ au sein de l'église de Notre-Dame de Tonnerre.

## 2.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	67 221	67 221	
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	49 280	49 280	
	Autres	1 114 355	474 355	640 000
Charges constatées d'avance		13 522	13 522	
TOTAL		1 244 378	604 378	640 000

Prêts Accordés en cours d'exercice	31 546
Remboursements obtenus en cours d'exercice	29 794

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	271 772	66 135	205 637	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		1 136 347	1 136 347		
Fournisseurs et comptes rattachés		86 521	86 521		
Dettes fiscales et sociales		175 059	159 229		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		15 071	15 071		
Autres dettes		863 265	863 265		
Produits constatés d'avance		7 315	7 318		
<b>TOTAL</b>		<b>2 555 350</b>	<b>2 333 886</b>	<b>205 637</b>	

A noter qu'il a été pris un engagement de remboursement au 31 décembre 2025 pour un montant de 1 000 000.00€ à l'association diocésaine de Nîmes.

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	65 350
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

## 2.7 Compte de résultat

### 2.7.1 Contributions volontaires en nature

Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Les ventes des dons reçus en natures sont inscrites en produits en compte de résultat sous une rubrique spécifique.

Au sujet des dispositions de l'article 211-4 du règlement 2018-06, la Conférence des Evêques de France considère que les missions bénévoles réalisées en Eglise résultent du statut de baptisés qu'elles ne font que traduire en actes.

En conséquence, le recensement et la valorisation de ces missions bénévoles dans les comptes des Associations Diocésains ne seraient compatibles avec ce statut.

Le nombre de bénévoles œuvrant dans des missions de support régulières pour la curie de l'Association Diocésaine est de 2,6 pour l'exercice 2024.

Pour chacune des 31 Paroisses, nous avons comme intervenant bénévole un comptable et un trésorier.

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	12 692	
Au titre d'autres prestations		
<b>Honoraires totaux</b>	<b>12 692</b>	

### 3 Informations relatives à la fiscalité

#### 3.1 Informations relatives au régime fiscal

L'Association Diocésaine s'est acquitté de l'impôt sur les sociétés d'un montant de 15 830€ sur les revenus fonciers et financiers imposables.

#### 3.2 Tableau de suivi des dons reçus en nature restant à vendre

Dons en nature	À nouveau (stock initial)	Utilisées	Sorties vendues	Stockées	Solde (stock final)
Legs immobilisés à recevoir	123 126		78 714	241 353	285 765
<b>TOTAL</b>	<b>123 126</b>		<b>78 714</b>	<b>241 353</b>	<b>285 765</b>

#### Valeurs mobilières de placement

Des plus-values latentes existent au 31/12/2024 pour un montant global de 3 238 551.93€



### 3.3 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	3	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés		
Ouvriers	24	
<b>TOTAL</b>	<b>27</b>	

M

## 4 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 4.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		
Garanties		
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis à l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées	465 865	
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		

#### **4.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)**

Le montant de l'engagement non constaté de l'Association Diocésaine pour assurer la retraite de ses prêtres à charge au 31/12/2024 : 465 864,80€

##### **Engagements donnés**

Le montant des dépenses envisagés pour mise en conformité des locaux de l'association aux normes d'accessibilité s'élève à environ 100K€ et la réalisation est prévue sur l'exercice 2025.

Prêt à l'Association Saint Pierre pour les travaux du Centre Sainte -Madeleine à Vézelay de 1 million d'euros, pour donner suite à la délibération du CA de l'Association Diocésaine du 25 février 2010.

Au 31/12/2014, un montant de 957 000€ a été versé. Un remboursement de 350 000€ est intervenu sur l'exercice 2015. Aucun remboursement n'a été effectué sur l'exercice 2016.

Au 31 décembre 2017, un remboursement de 57 000€ a été effectué, au 31/12/2018 un remboursement de 5 000€ et au 31/12/2021 aucun remboursement intervenu, le solde de 545 000€ fait l'objet d'une dotation pour sa totalité.

Au 31/12/2023 un remboursement de 80 000€ a été effectué en mars 2023 et en juin 2023 une avance leur a été concédée pour un montant de 175 000€. La sole dû est de 640 000€

Au 31/12/2024, aucun remboursement n'a été effectué sur l'exercice 2024. Le solde dû est de 640 000€. Un moratoire relatif au solde de cette dette a été décidé pour une durée de 3 ans.

